

*Les crédits*

l'éclatement des familles et d'autres choses du genre. C'est un problème très grave au Canada. Les analphabètes risquent plus que les autres d'être pauvres, sans travail et assaillis de problèmes personnels. Ils sont souvent tout cela à la fois.

Je veux dire quelques mots au sujet de la pauvreté et de l'analphabétisme. Comme la plupart des autres pays, le Canada a encore beaucoup à faire pour briser le cercle vicieux de la pauvreté, du manque d'instruction et de piètres possibilités d'emploi qui se répètent d'une génération à l'autre, de sorte que l'on trouve deux et parfois même trois générations d'analphabètes. Cela entraîne des coûts socio-économiques élevés, qu'aucun pays n'est assez riche pour supporter.

Le chômage est un autre facteur lié directement à l'analphabétisme. Le lien de causalité analphabétisme-chômage a été clairement mis en évidence dans les démocraties occidentales. Plus le niveau d'instruction augmente, c'est-à-dire plus l'on s'éloigne de l'analphabétisme, meilleures sont les chances d'entrer dans la population active, d'éviter le chômage, de trouver un emploi supérieur et, partant, d'obtenir une rémunération cumulative élevée. En deux mots, plus on est instruit, plus on a de chances d'obtenir un emploi. Quand les gens ont des emplois, tout le monde y gagne dans le pays. Ceux qui n'ont pas le niveau fonctionnel d'alphabétisation sont et demeureront les moins susceptibles de trouver un emploi. S'ils ne trouvent pas de travail, ils n'ont pas de possibilités de promotion sociale, d'où sentiment d'infériorité avec tous les problèmes qu'entraîne le manque d'estime de soi.

L'État fédéral a doté le Secrétariat d'État de crédits pour appuyer à l'échelle communautaire des initiatives bénévoles en faveur de l'alphabétisation. Mais cela n'est pas vraiment la marque de son engagement. Il n'y a pas d'effort concerté. Il s'agit là d'une approche au coup par coup face à un problème très grave. Ce n'est pas ce qui réglera le problème de l'analphabétisme au Canada. Dans son discours du Trône de 1986, le gouvernement fédéral s'engageait à collaborer avec les provinces, le secteur privé et les organismes bénévoles à la constitution de ressources permettant de faire en sorte que les Canadiens aient accès à l'alphabétisation. C'était en 1986. Ces belles paroles n'ont pas eu de suite.

Le 8 septembre 1988—moment critique puisqu'une campagne électorale était en cours et que le gouvernement était animé par un intérêt immense—, le gouverne-

ment fédéral a annoncé l'intention d'investir 110 millions de dollars en cinq ans dans la lutte contre l'analphabétisme au Canada. Cela revient, sur cinq ans, à 5 \$ par analphabète. C'est une goutte d'eau dans la mer, c'est, comme je l'ai dit, un geste purement symbolique. Il y a quelques années, les Canadiens ne se préoccupaient guère du problème. Ils supposaient que leur société était parmi les plus instruites au monde. Toutefois, il ressort d'études récentes qu'une bonne proportion de la population canadienne est analphabète et que ce problème coûte énormément cher à la nation.

Nous sommes fiers d'avoir réussi à enseigner nos deux langues officielles à un grand nombre de Canadiens, mais nous ne sommes pas parvenus, ce qui est un échec lamentable, à enseigner à un Canadien sur cinq de plus de 15 ans à lire et à écrire ne serait-ce que dans une seule langue officielle. Voilà qui en dit long sur la priorité que le gouvernement accorde à ce problème.

Le gouvernement doit s'engager fermement dans la lutte contre l'analphabétisme. Il doit faire appel à tous les secteurs de la société. Il doit voir dans l'analphabétisme un problème socio-culturel complexe et à long terme dont la solution exige de l'argent et de la recherche. Il faudrait qu'il s'engage à y consacrer un pourcentage fixe du Produit intérieur brut, point de référence dont le gouvernement ne se sert à peu près plus lorsqu'il établit ses dépenses.

L'analphabétisme coûte énormément cher à l'industrie et au commerce. De ce seul point de vue, il faut considérer la lutte contre l'analphabétisme comme un investissement. Le nombre des emplois non spécialisés diminue. Or, c'est chez ceux qui les occupent qu'on rencontre la plupart des analphabètes. Les compétences qu'exige la technologie moderne ne sont pas à la portée de la plupart d'entre eux. C'est un cercle vicieux. La plupart des analphabètes sont incapables de bien communiquer, compétence que recherchent de plus en plus les employeurs. Ils sont d'ailleurs plus souvent victimes d'accidents de travail.

• (1740)

Réfléchissons aux gestes ordinaires que nous posons et qui sont au-delà de la capacité des analphabètes, comme lire les instructions sur un flacon de pilules et comprendre les risques possibles, libeller un chèque correctement ou encore faire une simple opération commerciale, ou même suivre un chemin sur une carte.